



PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE

# RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

*Edition spéciale n°17 du 29 mars 2010*  
*DELEGATIONS DE SIGNATURE*

**Les actes dans leur intégralité peuvent être consultés** à la préfecture ou auprès des services concernés.

**Le recueil peut aussi être consulté :**

sur le site Internet des services de l'État en Meurthe-et-Moselle :  
[www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr](http://www.meurthe-et-moselle.pref.gouv.fr)

aux guichets d'accueil de la préfecture et des sous-préfectures,  
pendant deux mois à partir du 30 mars 2010

SOMMAIRE
----------

<b>ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES .....</b>	<b>398</b>
<b>PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE.....</b>	<b>398</b>
<b>DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS.....</b>	<b>398</b>
Bureau de l'interministérialité .....	398
Arrêté N°10.BI.19 du 29 mars 2010 accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE .....	398
Arrêté N°10.BI.20 du 29 mars 2010 accordant délégation de signature à M. Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur de cabinet.....	401
Arrêté N°10.BI.21 du 29 mars 2010 accordant délégation de signature à M. Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure au bureau interministériel de défense et de protection civiles.....	402
<b>SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT .....</b>	<b>402</b>
<b>NAVIGATION DU NORD-EST .....</b>	<b>402</b>
Arrêté du 29 mars 2010 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative à l'ingénierie publique.....	402

---

---

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES**PREFECTURE DE MEURTHE-ET-MOSELLE****DIRECTION DE LA COORDINATION INTERMINISTERIELLE ET DES MOYENS***Bureau de l'interministérialité*

**Arrêté N°10.BI.19 du 29 mars 2010 accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU l'article 22 II de la loi 95-115 du 4 février 1995 d'orientation pour l'aménagement et le développement des territoires et précisant l'action du sous-préfet d'arrondissement, modifiée par la loi 2006-436 du 14 avril 2006 relative aux parcs nationaux, aux parcs naturels marins et aux parcs naturels régionaux ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret n° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 2 août 2007 nommant M. Philippe SAFFREY, sous-préfet hors classe, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 6 mai 2009 nommant M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY ;

VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 12 janvier 2010 nommant M. Hubert ESPIASSE sous-préfet de l'arrondissement de TOUL ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1 : Indépendamment des attributions qui lui sont conférées par les lois et règlements, délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, dans les limites de sa circonscription territoriale et pour les matières énumérées ci-après :

**I - ORDRE PUBLIC ET POLICE ADMINISTRATIVE GENERALE****1) Octroi du concours de la force publique :**

- pour l'exécution des jugements d'expulsions locatives et des jugements de saisie mobilière et immobilière
- autorisation ou émission d'un avis sur le concours de la gendarmerie ou d'un corps militaire, lorsque cet avis est prévu par une disposition légale

**2) Réquisition de logements****3) Police des débits de boissons :**

- délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)
- fermeture temporaire des cafés, débits de boissons et restaurants, article L 3332-15 du code de la santé publique, en cas d'infraction à la législation sur les débits de boissons et délivrance des autorisations d'ouverture tardive des cafés, débits de boissons et établissements recevant du public (arrêté préfectoral du 20 décembre 1982)

**4) Police des armes :**

- visa des autorisations de port d'arme (décret du 6 mai 1995 modifié)
- délivrance des permis de chasser
- visa des permis de chasser des étrangers ne résidant pas en France

**5) Manifestations sportives sur la voie publique :**

- arrêtés autorisant les courses cyclistes et pédestres se déroulant exclusivement sur le territoire de l'arrondissement (arrêté préfectoral du 13 avril 1963)
- réglementation de la circulation à l'occasion d'épreuves sportives (article R.225 du code de la route)
- récépissés de déclaration d'installations temporaires de ball-trap

**6) Police funéraire :**

- création, extension, translation des cimetières, désignation du géologue. Prescription de l'enquête de commodo et incommodo, nomination du commissaire enquêteur
- autorisation de transport de corps en territoire étranger

**7) Professions et activités réglementées :**

- agréments et retraits d'agréments des gardes particuliers
- autorisation des ventes en liquidation et ventes au déballage (code de commerce, articles L.310-1 à L.310-7)
- délivrance des récépissés des déclarations de revendeurs d'objets mobiliers (décret n° 68-876 et 70-788 des 24 août 1968 et 27 août 1970)
- carnets forains et nomades et récépissés d'autorisations accordées aux marchands ambulants dans le cadre de la loi du 3 janvier 1969 relative aux activités ambulantes et au régime des personnes circulant sans domicile ni résidence fixe.

**II - ETAT CIVIL ET ASSOCIATIONS****1) Cartes nationales d'identité (autorisations de sortie du territoire pour les mineurs, laissez-passer)****2) Passeports****3) Associations (délivrance des récépissés de déclaration)****III - POLICE DE LA CIRCULATION ROUTIERE**

- suspension du permis de conduire dans le cadre des procédures de rétention prévues aux articles L.224-1 à L.224-8 du code de la route

**IV - ELECTIONS ET AFFAIRES COMMUNALES****1) Affaires électorales**

- créations ou suppressions de bureaux de vote

- constitution des commissions de propagande prévues à l'occasion des élections municipales partielles ou complémentaires dans les communes de 2 500 à 30 000 habitants (articles R.31 et R.32 du code électoral)
- fixation des dates limites :
  - \* du versement du cautionnement prévu par l'article L.244 du code électoral
  - \* du dépôt des déclarations de candidature et des demandes de concours de la commission de propagande
  - \* de dépôt au siège de la commission et d'envoi par cette dernière, des documents de propagande électorale
  - \* de remise des bulletins de vote à la mairie, lorsque les candidats désirent s'acquitter eux-mêmes de cette tâche

## 2) Délivrance des cartes d'identité des maires et des adjoints

## 3) Acceptation des démissions d'adjoints aux maires pour les communes situées dans le ressort territorial de l'arrondissement de Lunéville

## 4) Limites territoriales :

- prescrire l'enquête préalable aux modifications des limites territoriales des communes et au transfert de leurs chefs lieux prévue à l'article L.2112-2 du code général des collectivités territoriales
- prendre un arrêté instituant la commission syndicale prévue à l'article L.2112-3 du code général des collectivités territoriales qui doit donner un avis sur tout projet de détachement d'une section de commune ou d'une portion du territoire d'une commune

## 5) Intercommunalité :

- création et dissolution des Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), lorsque les communes intéressées appartiennent toutes à l'arrondissement et lorsque les communes intéressées appartiennent à plusieurs arrondissements et que le siège social est situé dans une commune de l'arrondissement
- autorisation d'extension et restriction des compétences et périmètres desdits EPCI
- autres modifications statutaires desdits E.P.C.I
- décision de création de la commission syndicale prévue à l'article L.5222-1 du code des collectivités territoriales lorsque toutes les communes intéressées font partie du même arrondissement
- création, modification et dissolution des associations syndicales, excepté pour les associations portant sur plusieurs arrondissements
- acceptation des démissions de vices-présidents d'EPCI dont le ressort n'excède pas les limites de l'arrondissement

## 6) Désaffectation des logements de fonction des instituteurs

## 7) Divers

- délivrance des récépissés de déclaration des manifestations pyrotechniques utilisant des artifices du type K4, conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n°90-897 du 1<sup>er</sup> octobre 1990

V - CONTRÔLE ADMINISTRATIF

## 1) Substitution aux maires dans les cas prévus par l'article L.2122-34 du code général des collectivités territoriales

## 2) Cotation et paraphe du registre sur lequel sont inscrites les délibérations des conseils municipaux (article R.2121-9 du code général des collectivités territoriales)

## 3) En matière de contrôle a posteriori de la légalité des délibérations, arrêtés et actes des communes et de leurs établissements publics :

- signature des recours gracieux et lettres d'observation
- information de l'auteur de la délibération, de l'arrêté ou de l'acte, de l'intention de ne pas déférer au tribunal administratif

## 4) En matière de contrôle a posteriori des actes budgétaires des communes et de leurs établissements publics :

- saisine de la chambre régionale des comptes pour la mise en œuvre des procédures prévues par les articles L.1612-2 à L.1612-14 et L.1612-20 du code général des collectivités territoriales, relatives à l'absence de vote du budget dans les délais légaux, au vote du budget en déséquilibre, à la constatation d'un déficit dans le compte administratif, au refus d'adoption du compte administratif ;
- saisine de la chambre régionale des comptes concernant la procédure prévue par les articles L.1612-15 à L.1612-19 du code général des collectivités territoriales relative à l'inscription d'office au budget des dépenses obligatoires et au mandatement d'office des dépenses obligatoires.

## 5) Contrôle des actes administratifs des sociétés d'économie mixte ayant leur siège social dans l'arrondissement, sauf en ce qui concerne la saisine de la chambre régionale des comptes

6) Contrôle des actes concernant la constitution, les modifications, les dissolutions, les approbations des associations syndicales ou foncières tels qu'ils sont définis par l'ordonnance 2004-632 du 1<sup>er</sup> juillet 2004.VI - AFFAIRES FONCIERES ET URBANISME

## 1) Enquêtes préalables à la déclaration d'utilité publique et enquêtes parcellaires : désignation du commissaire enquêteur sur la liste arrêtée par le président du Tribunal administratif

## 2) Enquêtes publiques (arrêté prescrivant l'enquête et nomination des commissaires-enquêteurs) à l'exception de celles ressortissant à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement, les carrières et les centrales hydrauliques

## 3) Création, modification, dissolution des associations foncières et de remembrement.

VII - ENVIRONNEMENT

## Police des forêts

- distraction du régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes lorsque l'autorisation est de la compétence du préfet (articles L.111-1 et 141-1 et R.141-3 à 141-8 du code forestier)
- soumission au régime forestier des parcelles de bois appartenant aux communes
- avis sur les aménagements des bois et forêts des collectivités et établissements publics départementaux ou communaux (article R.134-1 du code forestier)
- approbation des états estimatifs des coupes délivrées en nature (décret N° 84-96 du 9 février 1984 - article 12)
- présidence des ventes de bois à la demande de l'office national des forêts (article R.134-8 du Code Forestier concernant la composition du bureau d'adjudication pour les ventes des coupes de bois ou des produits de coupes dans les bois et forêts soumis au régime forestier)
- décisions concernant les demandes d'autorisation de boisement (présentées en application du Code Rural)

VIII - SUBVENTIONS D'ETAT ET FONDS EUROPEENS

## 1) Accusés réception aux maîtres d'ouvrages des dossiers de demande de subventions au titre :

- des fonds structurels européens
- des subventions d'Etat : Fonds National d'Aménagement du Territoire (FNADT), Fonds d'Intervention pour la sauvegarde de l'Artisanat et du commerce (FISAC), Dotation Globale d'Equiperment des communes (DGE), Dotation de Développement Rural (DDR)

## 2) Arrêtés attributifs de subventions pour la Dotation Globale d'Equiperment (DGE) des communes

IX - ADMINISTRATION GENERALE

## 1) Procéder à l'installation des fonctionnaires publics de l'arrondissement et éventuellement recevoir la prestation de serment lorsqu'il est requis

## 2) Nominations des représentants de l'administration au sein des commissions ayant leur siège dans l'arrondissement

## 3) Attribution de logements aux fonctionnaires dans les H.L.M. (article R.431-3, L.442-7, R.314-4 et R.314-5 du code de la construction et de l'habitation)

## 4) Signature au nom de l'Etat des contrats éducatifs locaux

## 5) Convention pédagogique signée entre le stagiaire, l'entreprise et le centre de formation dans le cadre des stages de réinsertion en alternance

## 6) Signature des arrêtés portant annulation des formules sans valeur faciale, hors d'usage ou supprimées

X - SOCIAL

Présidence et fonctionnement des commissions de surendettement

Article 2 : Délégation est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, pour assurer la présidence de la commission d'arrondissement de LUNEVILLE pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur et de la commission d'arrondissement de LUNEVILLE pour l'accessibilité aux personnes handicapées.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, cette présidence est assurée par M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de LUNEVILLE, et en cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation pour assurer la présidence des commissions susvisées est donnée à M. Bernard FREGIERS, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Françoise SIMON, secrétaire administrative de classe normale.

Article 3 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement de l'administration territoriale, délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marché
- la constatation du service fait
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

Article 4 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, pour les matières énumérées ci-après pour l'ensemble du département :

- 1) Délivrance des primata et duplicata :
  - de permis de conduire aux candidats admis définitivement aux examens et aux titulaires de brevets militaires
  - de permis étrangers dont la conversion est possible
  - de permis internationaux
- 2) Délivrance des récépissés de remise des permis de conduire invalidés pour solde de points nul
- 3) Délivrance des certificats d'immatriculation des véhicules automobiles, carnets à souche de certificats d'immatriculation provisoire (WW), attestations de non-gage, cartes W garage.

Article 5 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, à l'effet de signer tous les documents et pièces relatifs aux dossiers de demande de naturalisation française.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, cette délégation de signature est donnée à M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de LUNEVILLE et en cas d'absence simultanée de ceux-ci, cette délégation est exercée par M. Bernard FREGIERS, secrétaire administratif de classe supérieure, Mme Françoise SIMON, secrétaire administrative de classe normale, Mme Claudine SURMIN, secrétaire administrative de classe normale et Mlle Anne-Lise LURON, secrétaire administrative de classe normale.

Article 6 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral à M. Philippe SAFFREY sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L.3213-10 du Code de la Santé Publique)
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001)
- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;
- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;
- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
- les décisions portant :

\* refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour

\* retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour

assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Article 7 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, pour les arrêtés de composition du conseil d'administration de l'OPH de Lunéville.

Article 8 : Demeurent réservées, en toutes matières, à la signature de M. le préfet, les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires,
- 4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- 5) au président du Conseil Général.

Article 9 : Délégation permanente de signature est donnée à M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de LUNEVILLE, à l'effet de signer au nom du sous-préfet de Lunéville les arrêtés portant suspension administrative des permis de conduire, tous actes et documents ne comportant ni avis ni décision visés aux articles 1 et 4, à l'exclusion des correspondances visées à l'article 6 ci-dessus. Délégation est également donnée pour tous documents se rapportant à la gestion du budget de fonctionnement de l'administration préfectorale visés à l'article 3.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. André BINSINGER, secrétaire général de la sous-préfecture de l'arrondissement de LUNEVILLE, délégation de signature est donnée à M. Bernard FREGIERS, secrétaire administratif de classe supérieure, Mme Françoise SIMON, secrétaire administrative de classe normale et Mlle Anne-Lise LURON, secrétaire administrative de classe normale.

Article 10 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, les fonctions de sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE sont exercées par M. François MALHANCHE, secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ; en cas d'absence ou d'empêchement simultanés de M. SAFFREY et de M. MALHANCHE, la suppléance de M. Philippe SAFFREY est assurée par M. Hubert ESPIASSE, sous-préfet de l'arrondissement de TOUL et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier par M. Jacky HAUTIER, sous-préfet de l'arrondissement de BRIEY.

Article 11 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.82 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, est abrogé.

Article 12 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Philippe SAFFREY, sous-préfet de l'arrondissement de LUNEVILLE, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et à la sous-préfecture de l'arrondissement de LUNEVILLE et sera publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 mars 2010

Le Préfet,  
Dominique BELLION

**Arrêté N°10.BI.20 du 29 mars 2010 accordant délégation de signature à M. Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur de cabinet**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU le code général des collectivités territoriales et notamment les articles relatifs au contrôle de légalité des collectivités territoriales et au contrôle budgétaire ;

VU la loi du 28 pluviôse An VIII, relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

VU la loi n° 82-623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales ;

VU la loi d'orientation N° 92-125 du 6 février 1992 modifiée relative à l'administration territoriale de la République ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 17 octobre 2008 nommant M. Frédéric BERNARDO, magistrat de l'ordre judiciaire, en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1 : Délégation est donnée à M. Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur du cabinet, à l'effet de signer :

tous actes, documents, correspondances et arrêtés individuels ou réglementaires au titre des compétences exercées par le préfet et dans le cadre des attributions du cabinet du préfet :

- les arrêtés d'hospitalisation d'office
- les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèrments des détenus entre les établissements pénitentiaires et l'Unité hospitalière sécurisée interrégionale (UHSI) de Nancy
- les arrêtés de réquisition de médecins dans le cadre de la permanence des soins
- les arrêtés concernant les situations issues du comité consultatif départemental des sapeurs-pompiers volontaires de Meurthe-et-Moselle.

**BUREAU DU CABINET**

- affaires liées aux élections et distinctions honorifiques, au secrétariat de la commission de la lutte contre le travail illégal, à la mission interministérielle de lutte contre la drogue et la toxicomanie (MILDT), aux déplacements officiels.

**BUREAU DE LA PRÉVENTION ET DE LA SÉCURITÉ**

- affaires liées à la sécurité et à l'ordre public, à la sécurité routière, à la prévention de la délinquance et animation de l'ensemble des instances concourant à la mise en œuvre de ces politiques, en lien avec les forces de sécurité intérieure.

**SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE**

- affaires liées à la sécurité civile, la protection des populations, le secours aux personnes, les catastrophes naturelles, la défense civile et les gestion des crises, les explosifs, la présidence des commissions de sécurité et d'accessibilité aux personnes handicapées.

Article 2 : Pour tout ce qui concerne les documents et pièces comptables se rapportant aux crédits de fonctionnement du cabinet et de la résidence du directeur de cabinet, délégation de signature est donnée à M. Frédéric BERNARDO, en sa qualité de prescripteur aux fins de signer :

- la décision de dépenses et recettes, soit en validant des expressions de besoins, soit en signant les subventions, décisions individuelles et marché
- la constatation du service fait
- le pilotage des crédits de paiement incluant la priorisation des paiements.

Article 3 : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Frédéric BERNARDO, la délégation définie aux articles 1 et 2 est donnée à M. Jean-Louis BIOU, attaché principal, chef du bureau du cabinet, à l'exception des arrêtés d'hospitalisation d'office.

Article 4 : Les actes et documents n'entraînant pas de décision relevant des délégations visées à l'article 1 ainsi que les documents comptables visés à l'article 2 ci-dessus peuvent être signés dans le domaine de responsabilité de leur bureau par les agents désignés ci-après :

**BUREAU du cabinet**

- M. Jean-Louis BIOU, attaché principal, chef du bureau du cabinet. En cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci, délégation de signature est donnée à Mme Sylvie VOUAUX, attachée, à l'exception des documents comptables visés à l'article 2.

**BUREAU de la prévention et de la sécurité**

- M. Alexandre SCHUL, attaché principal, chef du bureau de la prévention et de la sécurité

**SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE ET DE PROTECTION CIVILE**

- M. Pascal SEYLLER, attaché principal, chef du service interministériel de défense et de protection civile
- M. Olivier BECKER, attaché principal, adjoint au chef du service interministériel de défense et de protection civile

En cas d'absence ou d'empêchement simultané de ceux-ci, délégation est donnée à Mlle Roxane THOMAS, attachée, M. Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure et à Mme Christiane BALLE, secrétaire administrative de classe normale.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. SEYLLER, chef du service interministériel de défense et de protection civile et membre titulaire avec voix délibérative de la sous-commission départementale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur, délégation est donnée comme membre suppléant avec voix délibérative aux fonctionnaires suivants du service interministériel de défense et de protection civile :

- M. Olivier BECKER, attaché principal, adjoint au chef de bureau du service interministériel de défense et de protection civile,
- Mlle Roxane THOMAS, attachée,
- M. Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure,
- Mme Christiane BALLE, secrétaire administrative de classe normale,
- M. Fabien LAFONT secrétaire administratif de classe normale.

Article 5 : Délégation de signature est donnée dans le cadre des permanences des samedis, dimanches et jours fériés, en sa qualité de membre du corps préfectoral, à M. Frédéric BERNARDO, sous-préfet, directeur du cabinet, sur l'ensemble du département pour :

- la signature des arrêtés d'hospitalisation d'office (articles L. 3213-1 à L. 3213-10 du Code de la Santé Publique),
- la signature des arrêtés de suspension administrative des permis de conduire,
- la signature, à titre exceptionnel, de toute décision nécessitée par une situation d'urgence,
- les décisions ordonnant la remise et la saisie d'armes et de munitions si le comportement ou l'état de santé de la personne détentrice présente un danger grave et imminent pour elle-même ou pour autrui (article 7 de la loi 2001-1062 du 15 novembre 2001),
- les arrêtés de reconduite à la frontière de ressortissants étrangers ;
- les arrêtés fixant le pays de renvoi ;
- les décisions de maintien en rétention d'étrangers en situation irrégulière dans des locaux ne relevant pas de l'administration pénitentiaire, ainsi que les demandes de prolongation et de prorogation de rétention formulées auprès des juges des libertés et de la détention des tribunaux de grande instance ;
- les décisions portant :

\* refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour

\* retrait de récépissé de carte de séjour, d'autorisation provisoire de séjour et de carte de séjour

assorties de l'obligation de quitter le territoire français et fixant le pays à destination duquel l'étranger sera renvoyé.

Article 6: Demeurent réservés à la signature de M. le préfet :

a) les ordres de réquisition de la force publique et de l'autorité militaire hormis les réquisitions adressées au commandant du groupement de gendarmerie de Meurthe-et-Moselle pour assurer ou prêter main forte aux transfèvements des détenus entre les établissements pénitentiaires et l'Unité hospitalière sécurisée interrégionale (UHSI) de Nancy

b) les correspondances adressées :

- 1) à la présidence de la République et au Premier Ministre,
- 2) aux ministres,
- 3) aux parlementaires,

ainsi que les correspondances adressées sous forme personnelle :

- 4) au préfet de Région et au président du Conseil Régional,
- 5) au président du Conseil Général,
- 6) au président de la communauté urbaine du Grand Nancy.

Article 7 : L'arrêté préfectoral N° 09.BMSSE.85 du 27 juillet 2009 accordant délégation de signature à M. Frédéric BERNARDO, directeur de cabinet, est abrogé.

Article 8 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Frédéric BERNARDO, directeur du cabinet, affiché pendant 15 jours dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie en sera adressée à M. le trésorier-payeur général de Meurthe-et-Moselle.

Nancy, le 29 mars 2010

Le Préfet,  
Dominique BELLION

---

**Arrêté N°10.BI.21 du 29 mars 2010 accordant délégation de signature à M. Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure au bureau interministériel de défense et de protection civiles**

Le préfet de Meurthe-et-Moselle,

VU la loi du 28 pluviôse An VIII relative à la division du territoire de la République et à l'administration ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et les textes pris pour son application ;

VU le décret N° 2004-374 du 29 avril 2004, modifié par le décret N° 2010-146 du 16 février 2010, relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret du président de la République en date du 17 octobre 2008 nommant M. Frédéric BERNARDO, magistrat de l'ordre judiciaire, en qualité de sous-préfet, directeur de cabinet du Préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 23 mars 2009 nommant M. François MALHANCHE secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

VU le décret du président de la République en date du 3 juillet 2009 nommant M. Dominique BELLION préfet de Meurthe-et-Moselle ;

VU l'arrêté du 13 février 1997 portant affectation de M. Francis BOSC-CABROL à compter du 7 avril 1997 au bureau interministériel de défense et de protection civiles à la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

**ARRETE**

Article 1 : Délégation de signature est donnée dans le cadre de la permanence du samedi 3 avril 2010 au lundi 5 avril 2010 inclus, à M. Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure au bureau interministériel de défense et de protection civiles, à l'effet de signer

les décisions de suspension provisoire immédiate du permis de conduire

les décisions d'interdiction temporaire immédiate de conduire en France.

Article 2 : Le secrétaire général de la préfecture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Frédéric BERNARDO, directeur du cabinet et à M. Francis BOSC-CABROL, secrétaire administratif de classe supérieure au bureau interministériel de défense et de protection civiles, affiché dans les locaux de la préfecture de Meurthe-et-Moselle et publié au recueil des actes administratifs. Une copie sera adressée à M. le trésorier-payeur général.

Nancy, le 29 mars 2010

Le préfet,  
Dominique BELLION

---

**SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT**

**NAVIGATION DU NORD-EST**

**Arrêté du 29 mars 2010 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service de la Navigation du Nord-Est, relative à l'ingénierie publique**

Le Chef du service de la Navigation du Nord-Est,

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements, notamment modifié par le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts-commissaires de la République en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie;

Vu l'arrêté ministériel du 11 octobre 2005 nommant M. Jean-Philippe MORETAU, Chef du Service Navigation du Nord-Est, à compter du 2 novembre 2005 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 10.BI.16 du 15 mars 2010 portant délégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'ingénierie publique accordé par M. le Préfet de Meurthe et Moselle ;

Vu l'arrêté du 11 janvier 2010 portant subdélégation de signature de M. Jean-Philippe MORETAU en matière d'ingénierie publique ;

**ARRETE**

Article 1 : Les compétences relatives à l'exercice des missions d'ingénierie publique prévues à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° 10.BI.16 du 15 mars 2010 susvisé, sont subdélégées à :

- M. Jean ABELE, adjoint au chef du Service de la Navigation du Nord-Est,

- M. André MAGNIER, responsable de l'arrondissement études et grands travaux, et en cas d'absence ou d'empêchement d' A. MAGNIER à M. D. BALY, adjoint ;

- M. Xavier MANGIN, secrétaire général, et en cas d'absence ou d'empêchement de X. MANGIN à Mlle Christelle BARASSI, secrétaire générale adjointe.

Article 2 : Le présent arrêté abroge l'arrêté du 11 janvier 2010.

Article 3 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Meurthe et Moselle et de services déconcentrés de l'Etat et une copie sera adressée au trésorier-payeur général de Meurthe et Moselle.

Nancy, le 29 mars 2010

Le Chef du Service Navigation du Nord-Est  
Jean-Philippe MORETAU

